



Roshi Bhadain, ministre des Services financiers.



Assad Abdullattif, directeur d'AXIS Fiduciary Ltd.

Le Global Forum de l'OCDE note que Maurice est 'Largely Compliant'

Les récents développements survenus dans la fiscalité internationale ont été discutés par l'International Fiscal Association (IFA) de Maurice. L'événement tenu vendredi soir au Bar Council à Port-Louis, en présence des acteurs qui sont concernés dans les services financiers et du ministre des Services financiers, Roshi Bhadain, a vu deux présentations techniques.

Selon Mustupha Mosafer, Technical Adviser à la Mauritius Revenue Authority (MRA), qui parlait sur les défis des méthodologies d'examen par les pairs, Maurice est un pays 'Largely Compliant' lors des deux processus d'examen par les pairs. Ce processus comprend deux phases où la première examine le cadre légal et administratif pour l'échange de l'information et la phase deux qui est son application technique. Il ressort que la révision se fait selon un mandat qui définit les différents éléments qui doivent être examinés et qui comprend la disponibilité, l'accès et l'échange de l'information. Maurice fait partie du Global Forum de l'OCDE et veut assurer que les fraudeurs fiscaux n'ont pas de lieu pour se cacher.

Concernant l'examen par les pairs pour Maurice,

Mustupha Mosafer soutient qu'un examen combiné des phases 1 et 2 entrepris en juin 2010 avait attribué à Maurice une note de 'Largely Compliant' en novembre 2013. Lors de l'examen de la deuxième phase en mai 2013, cette note était maintenue. Toutefois, il ne cache pas que des défis se présentent avec la phase 3.

"La coopération internationale continuera de se renforcer avec l'examen de la phase 3 et l'échange automatique de l'information à une autre étape", dit-il. Cet examen débutera au deuxième semestre de 2016.

La mise en place du Global Forum sur la transparence et l'échange de l'information aux fins fiscales fait suite à un appel du forum G20 de l'OCDE sur la fiscalité. Le but du forum est de promouvoir l'échange de l'information à travers un suivi robuste et complet. Le processus d'examen par les pairs vise à assurer une rapide mise en place des standards internationaux. Maurice fait partie du Peer Review Group du Global Forum.

La mise en place du Common Reporting Standard (CRS) va entraîner d'autres défis pour un échange efficace de l'information. Mau-

rice a signé en octobre 2014 du Multilateral Competent Authority Agreement pour la mise en place de l'Automatic Exchange of Information jusqu'en 2018. Par ailleurs, il fait ressortir que l'échange de l'information est une priorité pour les administrateurs fiscaux. "Le secret bancaire à des fins fiscales qui existait il y a

cinq ans ne fait plus partie de la législation d'aucun membre du Global Forum. La pression est maintenant sur tous les pays de démontrer qu'ils peuvent obtenir des informations sur la propriété effective", dit Mustupha Mosafer.

Pour Assad Abdullattif, directeur d'AXIS Fiduciary Ltd, des opportunités d'investissements sont disponibles dans l'Afrique de l'Est notamment dans le secteur agricole, le tourisme et les infrastructures, entre autres. Il est d'avis que Maurice, en tant qu'un centre financier international, offre une gamme d'instruments et des services professionnels pour les clients afin de structurer leurs investissements globaux et de faire des activités du Global Business. "Alors qu'il y a de nombreuses opportunités à exploiter, il y a aussi des défis qui sont présents", fait-il

ressortir. Assad Abdullattif soutient qu'ils commencent par un changement d'attitude sur l'évasion fiscale vers une plus grande transparence et l'échange de l'information dans la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, l'évasion fiscale et d'autres crimes financiers. Selon lui, une redynamisation de notre modèle d'entreprise est importante car le fondement du secteur du Global Business s'est trop longtemps basé sur l'opportunité d'une planification basée sur le traité fiscal.

Roshi Bhadain, qui a félicité l'IFA pour l'initiative prise, a parlé du soutien de son ministère pour les organisations qui font la promotion de la bonne gouvernance. En outre, il a parlé des différentes actions du gouvernement dans les services financiers et la bonne gouvernance. Il a réitéré sa vision pour faire de Maurice un centre financier international. Selon lui, le gouvernement n'épargnera aucun effort dans la facilitation des processus et dans la définition des politiques pour développer ce secteur et assurer une croissance soutenue. Toutefois, il a mis l'accent sur la difficulté qui existe pour rendre plus performant le secteur des services financiers.

[FISCALITÉ]

